

rien
rire
ins

pas non plus avec la même intensité.

En métropole, les discours anticolonialistes prennent forme, mais demeurent pour certains ambigus. Paul Louis est l'un des grands voix anticolonialistes dont la position anticoloniale est ferme. En 1905, il publie une brochure intitulée

Le Colonialisme dans laquelle il lance le "cri douloureux de l'humanité violée" et défend le sort des populations africaines, victimes d'un système économique français pervers. Cependant, ses affirmations sont marginales et on retient davantage les propos contradictoires d'un Jaurès. Si en 1903 il affirme que la France a au Maroc de grands intérêts, il s'exclame en 1911 : "Quelle douleur et quelle tristesse de voir que la France, égarée par des diplomates de sottise et d'orgueil, n'est plus dans le monde musulman qu'une puissance de destruction". À la veille de la guerre, la lutte contre l'ordre colonial est donc encore peu structurée. La Première Guerre mondiale marque un véritable tournant chez les populations colonisées. Elles s'opposent d'abord au recrutement qui n'a de volontaire que le nom. Les maquisards de l'Aurès, en 1916, se soulèvent contre les autorités en refusant de donner leur vie pour un pays qui les méprise. Ainsi un chant kabyle dit-il : "Vous pouvez nous prendre nos biens, vous pouvez augmenter nos impôts, mais nous ne donnerons pas nos enfants". En AOF, les désertions sont courantes

et c'est pour cela que l'on casse préventivement par

N°
7
7/21

le pillage et les incendies, les révoltes. On observe également une montée de l'insécurité en Haute-Kabylie et dans le Fouta-Djallon. Dans le secret de leur cœur et dans les poèmes populaires, les colonisés célèbrent leur fierté nationale et leur héros nationaux, comme Djaïé Taraoui qui ose fait sauter dans son taba de Koumri en 1915 plutôt que se rendre aux Français. Les populations font également appel au sur-étranger allemand pour les délivrer : "Hôj Guillaume, son bonheur morte !", dit un chant algérien. Chez d'autres, le sauveur est turc ou tripolitain. En métropole, les indigènes envoyés pour combattre ou pour travailler dans l'industrie prennent conscience de leur traitement inférieur. Le camp de Frejus construit à l'initiative de Gallieni marque cette différenciation nette entre indigènes et Français. Cependant, la lutte contre l'ordre colonial n'est pas encore univoque. Aucun bataillon indigène ne se soulève pendant les mutineries de 1915, hormis un bataillon sénégalais - le 61^e BTs "Nalafosse" - pour les mêmes raisons que les soldats français : le "sang versé sans mesure", selon l'expression de l'historien N. Michel. D'autre part, les autorités françaises ont pu compter sur les relais coloniaux locaux comme Blaise Diagne qui devient commissaire de la République en 1916 et facilite le recrutement des populations colonisées par le biais de primes, de suppression de la soumission à l'indigénat ou en accordant la citoyenneté.

ne rien
écrire
dans

la
partie
barrée

N°
8
8/21

NE RIEN ÉCRIRE

Examen ou concours : _____ Série* : _____
 Spécialité/option : _____
 Repère de l'épreuve : _____
 Épreuve/sous-épreuve : _____
 (Préciser, s'il y a lieu, le sujet choisi)

Numérotez chaque page (dans le cadre en bas de la page) et placez les feuilles intercalaires dans le bon sens.

Note :

20

 Appréciation du correcteur (uniquement s'il s'agit d'un examen) :

* Uniquement s'il s'agit d'un examen.

Par conséquent, même si des ambiguïtés demeurent, la Seconde Guerre mondiale a ouvert une nouvelle période de lutte : les colonisés prennent conscience de leur exploitation et comptent désormais obtenir réparation du sang versé.

*

L'entre-deux-guerres ouvre donc un espace de décompression et se traduit par une structuration de la lutte contre l'ordre colonial, tant en métropole que dans les colonies.

L'adhésion de la France aux dix-neuf points du Président Wilson trouve un grand écho auprès des colonies. Dans la lignée du Congrès Panafricain en 1919, les pays d'Afrique poursuivent les rassemblements. On observe alors une nouvelle forme de lutte contre l'ordre colonial qui s'appuie sur les institutions de la France coloniale républicaine : école, armée, administration... Autrement dit, les populations colonisées utilisent l'ordre colonial pour mieux y échapper. En 1903, l'école William Ponty est créée et devient dans l'entre-deux-guerres une véritable

N°
9
9/21

pépinière nationaliste. De la même manière, les Tunisiens qui refusaient d'envoyer leurs enfants à "l'école des chrétiens" n'ont de cesse désormais de les y inscrire pour les faire échapper à la circonscription. Le collège Sadiki est notamment réformé en 1927 devant les demandes des Tunisiens de pouvoir accéder au baccalauréat, car le parcours de Tunisiens revenus de métropoles et devenus avocats ou médecins fait rêver. De la même façon, le certificat d'étude et la licence ont valeur d'armes en Afrique subsaharienne face à la relégation. C'est une des raisons pour lesquelles les autorités françaises renforcent le contrôle de la circulation des étudiants musulmans entre les deux pôles d'enseignement que sont Tunis et Fès, véritables centres de fermentation des nationalismes comme l'explique Vermeren dans la formation des élites en Tunisie et au Maroc. Les traducteurs et les interprètes profitent également de leur position pour gagner en influence. Mais les colonisateurs français demeurent vigilants. Dans Amkoullel, l'enfant peul, Amadou Hampâté Bah raconte comment, au moment de sa prise de poste comme auxiliaire, il est rebroué par son chef de cercle pour être vêtu trop élégamment à l'européenne. Ainsi, en s'appropriant les codes de l'ordre colonial lui-même, les populations indigènes mettent en place une résistance plus séditieuse.

... Un tournant majeur est pris lors du

Congrès de Tours, le 29 décembre 1930 : une grande partie des membres de la SFIO adhèrent au PC et à ses 21 points, dont le 8^{ème} stipule qu'il faut soutenir "non en paroles, mais en faits" les colonisés. Face à l'Exposition coloniale de 1931, de nombreux intellectuels proches du PCF rendent donc

manifestent leur position anticolonialiste et dénoncent l'hypocrisie d'un régime qui prétend œuvrer en faveur des indigènes. Ils organisent une contre-exposition, mais celle-ci n'attire que 5 000 visiteurs, montrant ainsi que les Français n'ont pas conscience des réalités coloniales. Mais le malaise est particulièrement renforcé avec le Centenaire de l'Algérie française et l'émergence du mouvement de l'algérianisme. Le centenaire suppose que l'Algérie est née au moment de l'arrivée des Français dont le devoir de civilisation est un impératif. Les populations algériennes sont effacées au profit de l'action des colons eux-mêmes. Face à ces discours, Maurice Viollette publie L'Algérie vivra-t-elle ? au sein duquel il dénonce le colonial et sa domination, tout en prônant l'indépendance immédiate des colonies. Ainsi, comme l'écrit George Fréris dans un article intitulé "Le mouvement de l'algérianisme et le méditerranéisme", le centenaire de l'Algérie accomplit un discours, celui de l'algérianisme, tout en épuisant jusqu'à la lie sa portée. Le PCF, qui s'est désormais prononcé en faveur des colonies,

~~soutient~~ se manifeste plus jusqu'à la Guerre du Rif qui débute en 1921, au Maroc. C'est la première fois que le PCF prend fermement position contre la politique coloniale de la France, avec notamment la grève de 9 000 travailleurs le 12 novembre 1925. La Guerre du

ne rien
écrire
dans

la
partis
barrée

Rif marque également un tournant chez les colonisés car la dimension politique de la lutte est manifeste. Abdel Krim proclame le Rif comme État indépendant et demande son adhésion à la SDN, et bénéficie du soutien des wilsoniens et des bolcheviks. La reprise en main par la France est difficile : elle fait appel à Pétain en 1925 qui mobilise 350 000 hommes avec l'aide de l'Espagne et a recours à l'aviation, aux gaz chimiques. Malgré un étouffement difficile des Rifains, la France a le sentiment d'une victoire et se convainc qu'il suffit de mater par la force pour triompher.

La Guerre du Rif ouvre alors une nouvelle période de lutte : celle de la structuration des résistances en partis politiques et nationalistes. En métropole, la SFIO arrive au pouvoir en 1936 et expose une série de mesures en faveur des colonies, en particulier avec le projet Blum-Viollette qui prévoit d'accorder à 25 000 musulmans algériens l'obtention de la citoyenneté française, leur permettant ainsi de voter à égalité avec les Français. Cependant, le projet est refusé. D'autre part, les colonisés

N°
12
12/24